



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 octobre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M.BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL

### Etait excusée:

Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 5

### **14 – INSTALLATIONS CLASSEES- EXPLOITATION D'UNE STATION SERVICE SUR LA COMMUNE DE CARS - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Le Président de la SAS BLAYE DISTRIBUTION a déposé un dossier, auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (DDTM), en vue d'exploiter une station service sur la commune de CARS.

Dans le cadre des procédures applicables aux installations classées, conformément à l'article R 512-46-11 du Code de l'Environnement, les communes concernées par les risques et inconvénients de l'établissement et comprises dans un rayon d'un kilomètre du périmètre de l'installation, doivent émettre un avis.

Par arrêté du 5 septembre 2014, Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine a prescrit une consultation du public sur ce projet sur 4 semaines (du 6 octobre au 5 novembre 2014 inclus).

Ces informations ont été portées à la connaissance du public par un affichage en Mairie.

Il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur l'installation de cette station service, avis qui sera transmis à la DDTM.

Le projet conduit à imperméabiliser une surface de 5 400 m<sup>2</sup> et nécessite donc la gestion de 200 m<sup>3</sup> d'eau pluviale. Si cet afflux n'est pas géré en amont du réseau, la conséquence est inévitablement un débordement bassin de rétention de « campagne » situé sur Saint Martin Lacaussade et un risque d'inondation de la zone ainsi qu'une saturation du ruisseau du Saugeron.

Il faut donc prévoir un moyen compensatoire pour maîtriser ce volume (sol drainant, bassin de rétention,...). Or, à l'analyse du dossier, aucun équipement n'est envisagé.

Il est donc demandé au conseil municipal d'émettre un avis avec réserve dans l'attente de la démonstration par le porteur de projet de la réalisation d'un moyen compensatoire pour la gestion des eaux pluviales, permettant ainsi de ne pas aggraver le réseau actuel.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 06/11/14  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20141104-18049-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

